

Discours Mounir Satouri
Session régionale 18 juin 2015

Monsieur Hulot, Monsieur Radanne,
Monsieur le Président,
Chers collègues,

Pour commencer, je tiens à remercier Nicolas Hulot et Pierre Radanne d'avoir rappelé aux élus que la question climatique conditionne tous les autres enjeux. Merci à vous deux.

La famille humaine se trouve aujourd'hui à un carrefour de son Histoire. Nous avons désormais pleinement conscience de la menace qui pèse sur l'ensemble de l'humanité.

Mais nous connaissons aussi les solutions à mettre en place pour préserver un monde vivable.

Nous avons l'impérieuse responsabilité de décarboner l'économie.

Cela ne doit pas nous tétaniser.

Bien au contraire.

Mais sommes-nous tous réellement prêts dans cette assemblée à se placer à la hauteur des enjeux?

Chacun ici peut se targuer d'avoir intégré une petite touche environnementale ici ou là. Dans un dispositif, dans une proposition électorale, dans le nouveau nom de son groupe...

Je m'en réjouis : la question écologique a progressé dans la prise de conscience des politiques.

Mais ne nous trompons pas : ralentir sur la voie de la catastrophe ne permet en rien de l'éviter. C'est un peu ce que vous appelez le syndrome du titanic, Monsieur Hulot.

Notre région a un devoir d'exemplarité à deux titres :

elle est l'une des plus riches d'Europe,

et elle accueille 195 chefs d'Etats en fin d'année pour décider de la suite de l'aventure humaine.

Alors, surmontons nos différents et accordons-nous sur l'essentiel : pour limiter une hausse des températures à 2 degrés et éviter un scénario d'emballement, nous devons renoncer à exploiter 70% des ressources fossiles encore sous nos pieds.

Rappelons que le FMI lui-même, qu'on ne peut pas soupçonner de conflit d'intérêt avec les ONG environnementales, a déclaré que les énergies fossiles étaient subventionnées par les fonds publics à hauteur de 10 millions de dollars par minute.

Dix millions de dollars par minute!

Voilà la situation.

« *Notre économie est en guerre contre la planète* », cette citation de l'essayiste et journaliste Naomi Klein prend ici tout son sens.

Le mouvement "350.org" encourage les institutions à fermer le robinet à subventions.

Pour l'heure, 220 institutions à travers le monde, détenant un total de plus de 44 milliards d'euros d'actifs, se sont lancées ont amorcé ce mouvement.

C'est à notre tour de prendre notre part.

En effet, une bonne nouvelle : notre collectivité territoriale peut jouer un rôle déterminant pour amorcer ce changement de modèle en adhérant à cette initiative, et c'est ce que les écologistes proposent aujourd'hui.

Pour initier un changement au niveau régional, il y a deux acteurs principaux à convaincre : les fonds institutionnels et les banques.

De manière très concrète, au niveau du Conseil régional d'île de France, les fonctionnaires, agents contractuels ou élus cotisent à différents systèmes de retraite, gérés par la Caisse des Dépôts et des Consignations.

Bien qu'affichant souvent des stratégies d'investissement responsable, ces différents fonds ont quand même des actifs financiers dans des secteurs contribuant au dérèglement climatique.

Ainsi, le groupe écologiste proposera au conseil régional, à l'occasion d'un vœu qui sera soumis demain au vote, de prendre les engagements suivants :

En premier lieu, la Région demandera à ces organismes d'être transparents sur les destinations de leurs placements.

Puis elle leur demandera de se désengager des investissements dans les secteurs des énergies fossiles.

Par ailleurs, la Région s'engagera à ne plus travailler avec les établissements bancaires et financiers investissant dans les entreprises contribuant au réchauffement climatique. Elle s'appuiera pour cela sur la liste d'entreprises proposée par la « Carbon tracker initiative ».

J'espère sincèrement que nous nous retrouverons collectivement sur cette initiative qui va dans le sens du bien commun.

Je crois qu'il me reste un peu de temps de parole, et je souhaite le laisser à Nicolas Hulot pour dire un mot sur ce mouvement de désinvestissement.

En effet, **Nicolas**, je sais que vous êtes l'un des premiers à avoir porté dans le débat public cette nécessité de désinvestir les actifs carbonés.

Je vous remercie.